PARTIS ET SYNDICATS S'ORGANISENT ET APPELLENT À UNE MANIFESTATION COMMUNE

Vers un front anti-régime ?

La société civile s'organise. Des partis politiques, des syndicats autonomes et des organisations estudiantines et de défense des droits de l'homme se sont constitués en coordination. Ils dénoncent la dictature imposée par le pouvoir et comptent initier plusieurs actions pour mettre en route une révolution «pacifique». Première décision : une marche sera organisée le 9 février pour appeler à la levée de l'état d'urgence.

Photo : Samir Sid.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Le RCD, le FFS, le MDS, des syndicats autonomes (CLA, Cnapest, Satef, Snapap), la Ligue des droits de l'hommes, des représentants des étudiants, des femmes, des chômeurs du Sud se sont donné rendez-vous hier à Alger pour proclamer la naissance d'une coordination qui aura la lourde charge de mettre en route une «révolution tranquille» afin de chasser le pouvoir en place. Le ton est très critique en dépit des rares divergences sur les moyens à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés. Les participants sont néanmoins arrivés au terme d'une demi-journée de débats à arrêter une plateforme d'actions communes. Le principe de l'organisation d'une marche le 9 février prochain a été retenu. Il s'agira de mobiliser pour dire non à l'état d'urgence. Les participants ont à l'unanimité approuvé la proposition à la suite de chauds débats et d'interventions enflammées. Me Bouchachi de la Ligue des droits de l'homme (Laddh), dans une tentative de canaliser le débat et de tempérer les plus ardents, dira qu'il «est très difficile de voir se reproduire en Algérie ce qui s'est passé en Tunisie. Stratégiquement parlant, nous devons agir et militer au quotidien et de manière pacifique. Peut-on chasser le président, l'état-major, le DRS ?» L'avocat et défenseur des droits de l'homme considère en effet que le simple fait de se rassembler en coordination et d'avoir des actions en perspective constitue un message au pouvoir et la marche du 9 février est une manière de casser la peur, de déjouer les plans du pouvoir qui tente de diviser la société civile. Prenant la parole tour à tour, les représentants des différentes organisations n'ont pas ménagé le pouvoir, demandant son départ. Le représentant de RAJ a expliqué qu'il n'existait pas de signes montrant que le régime voulait un quelconque changement. «La société civile n'est pas assez structurée. La priorité aujourd'hui, c'est de s'organiser. Le moment est venu pour réclamer haut et fort la levée de l'état d'urgence.» Même ton chez le collectif de Algérie pacifiste, un collectif de jeunes qui active sur internet et qui mobilise pour des marches. Répondant à ses détracteurs, son représentant dira que les jeunes qui sont derrière le groupe de Facebook sont bel et bien en Algérie et ne font pas dans la manipulation à distance. Le représentant du comité des chômeurs du Sud a eu droit à une salve d'applaudissements. C'est un vrai cri de colère qu'il a lancé hier, estimant ne plus rien attendre du pouvoir en place et allant jusqu'à proposer des suicides collectifs devant les institutions de l'Etat. Ali Yahia Abdenour a, pour sa part, estimé que le pouvoir avait besoin de la corruption pour vivre et qu'il avait confisqué le patrimoine national. Plus radical, Fodil Boumala estime que «le régime est devenu policier. Le pouvoir repose sur la répression. Nous avons rarement vu un pouvoir haïr de la sorte son peuple. Ce dernier doit maintenant faire leur propre Algérie, car on ne peut plus rien attendre d'un pouvoir qui n'a même pas eu la délicatesse de fuir». A l'issue d'une matinée de débats, un consensus s'est dégagé autour de la création d'une coordination qui aura la charge de préparer la marche du 9 février et de planifier d'autres actions à l'avenir avec comme objectif avoué, provoquer un changement de régime.

N. I.

RÉUNION ORDINAIRE DU SECRÉTARIAT NATIONAL DU FFS

Appel à un changement radical du régime politique

Le secrétariat national du Front des forces socialistes a appelé, hier, à un changement radical du régime politique en Algérie. «Le Front des forces socialistes demeure cohérent avec ses choix politiques primordiaux : le changement radical, pacifique et démocratique du régime politique en Algérie.

Le FFS revendique la levée des mesures d'exception qui étouffent le peuple algérien depuis 18 ans, à savoir la levée de l'état d'urgence qui permet au régime d'imposer ses options politiques, économiques, sociales et culturelles et ne protège en rien la population ; le rétablissement des libertés civiles ; l'ouverture du champ médiatique et la garantie des droits d'association et de manifestation», précise le secrétariat national de ce parti dans un communiqué de presse rendu public hier. Le FFS dénonce la décision des pouvoirs publics d'interdire toute manifestation dans la capitale. Il fait notamment référence, sans la nommer, à la marche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) prévue aujourd'hui.

«Le ministre de l'Intérieur continue d'interdire les activités publiques. Il est vrai que ce pouvoir «légal» a été soutenu en son temps par ceux qui sont devenus aujourd'hui les victimes. Plus grave et plus dangereux, on cherche depuis un certain temps à contrer des manifestations en tentant de dresser une partie de la population contre une autre».

Le secrétariat national du FFS estime que la stratégie appliquée par le wali d'Alger pourrait s'avérer désastreuse. Le parti de Hocine Aït Ahmed n'hésite pas à parler de «terrorisme d'Etat».

«En tout état de cause, la communication du wali d'Alger, qui aurait pu être une bonne chose dans l'absolu, s'est transformée en désastre et peut s'assimiler à un appel à la violence. Il s'agit là d'un terrorisme d'Etat. La sagesse, la lucidité et la puissance véritable auraient dû dicter un autre conduite.»

T. H.

SID-AHMED GHOZALI À ORAN :

«Le changement est inévitable»

Intervenant jeudi après-midi au niveau du siège du Snapap, l'ancien chef du gouvernement, Sid-Ahmed Ghozali, s'est demandé s'il existe un parallèle entre ce qui s'est passé en Tunisie et ce qui se passe ici en Algérie.

Photo : DR

Pour l'intervenant, la révolution des Tunisiens, dite du Jasmin, pourrait aider les Algériens à sortir de la résignation et leur redonner espoir. Concernant les émeutes qu'a connues notre pays, l'ancien chef du gouvernement dira qu'«il y a régulièrement des émeutes en Algérie, mais jamais simultanées ; on peut craindre la synchronisation de ces événements avec effet de résonance».

En Algérie, le débat public est interdit seulement, dira Sid-Ahmed Ghozali, le changement est inévitable.

Abordant la situation en Tunisie, il posera la question relative à l'issue que connaîtra la situation que traverse ce pays voisin. Il estime qu'il est plus judicieux de se demander comment ça a éclaté et par qui exactement.

«Certes, dit-il, en apparence cela est l'œuvre du peuple tunisien, mais pour mieux comprendre ce qui se passe, nous devons nous reporter à ce qu'a fait le pouvoir de Ben Ali en 1987. C'est là que je vois le parallèle avec notre pays. Bourguiba était malade et sénile, et Ben Ali a pris le pouvoir et a instauré un nouveau système. Aujourd'hui, pour sauver le système de Ben Ali et le rendre cédible, il a fallu sacrifier Ben Ali.»

Et d'ajouter : «S'il y a un risque d'être influencé par ce qui se passe en Tunisie, est-ce que cela ne pourrait pas donner des idées à d'autres de vouloir redonner une nouvelle virginité à notre système, à la tunisienne ?»

Pour l'intervenant, outre la révolution citoyenne en Tunisie, un problème de succession est derrière cette explosion qui a abouti à la fuite de Ben Ali.

Puis d'enchaîner : «Chez nous, les acteurs eux-mêmes des évènements d'octobre 1988 ont fini par reconnaître que les évènements ont été initiés par le pouvoir lui-même. Les apprentis sorciers ont initié les évènements de 88 mais leur contrôle leur a échappé.»

Prenant part au débat, deux jeunes étudiants sont intervenus pour inviter l'ancien chef du gouvernement ainsi que d'autres à prendre conscience de la réalité.

«Avant, les Algériens, en particulier les jeunes, ne parlaient pas de politique entre eux ; si en Tunisie, il y a eu la révolution dite du Jasmin, ici en Algérie, il y a la révolution Facebook où des jeunes prennent part au débat politique. Un changement qui est en train de s'opérer chez les jeunes qui parlent aujourd'hui de la politique du pays».

L'un de ces jeunes étudiants fera remarquer à Sid-Ahmed Ghozali que «dès qu'il y a une révolution citoyenne, on parle de suite de manipulation interne ; n'est-ce pas là une manière de décrédibiliser cette lutte ?»

Il y a visiblement une nette prise de conscience de la jeunesse algérienne qui croit en la révolution citoyenne et n'adhère pas à l'idée de manipulation interne, car comme nous le dira un jeune étudiant qui avait pris part au débat, « avant nous subissions, et ainsi ces manipulateurs internes ou externes décidaient de tout, mais aujourd'hui, nous prenons part au débat avec les moyens que nous créons nous-mêmes, à l'exemple de Facebook et même s'il y a des manipulateurs internes qui profitent des émeutes et des révolutions citoyennes, ils vont devoir prendre en considération notre voix qui va résonner de plus en plus fort.»

Amel B.